

les résultats de la «DENASSERISATION»

Le complexe du lieutenant obscur, écrasé par le prestige du chef et réagissant contre son créateur, est assez courant dans l'histoire contemporaine du monde arabe. Les générations actuelles ne trouveront pas de modèle plus parfait du développement de ce complexe que celui qui s'est déroulé en quelques années autour de la dénasserisation.

Si l'analyse politique du nasserisme par l'Occident avait été quelque peu rationnelle, on aurait accordé à la doctrine et au style de Nasser l'étiquette d'un nationalisme assez modéré et toujours révolutionnaire à contre-cœur parce que sans cesse harassé et acculé au combat par les offensives de l'impérialisme. En réalité les arabes progressistes de nos jours, même quand ils se réclament d'une certaine forme de nasserisme, n'hésitent pas à signaler ses insuffisances doctrinales et organiques, mais personne n'ose lui contester certains acquis qui sont ceux de la dignité retrouvée après les humiliations coloniales. Le passage du nationalisme égyptien étroitement régionaliste qui fut celui de la bourgeoisie wafdiste à un nationalisme arabe unitaire et militant a été l'idée maîtresse de la doctrine nasserienne, et c'est essentiellement par cet aspect du réveil de la conscience nationale que le monde a reconnu, au moins pour un temps, le droit de la nation arabe à ne pas être traitée comme une chose politique sur laquelle on agit sans trop d'embarras.

Le neutralisme nasserien qui, comme on le sait, se voulait un neutralisme positif, se précisait surtout dans l'action quotidienne pour la libération politique et le

développement. Ce n'était donc ni les pressions ni les avances des superpuissances qui déterminaient les choix nationaux ou apportaient un quelconque rectificatif à la politique tiers-mondiste et progressiste du nasserisme.

Ce souci de libération politique et économique déterminait une ligne progressiste qui, tout en étant modérée, savait cependant désigner et dénoncer sans détour le véritable impérialisme dans ses visées et ses interventions dominatrices sur le Tiers-Monde. Ces quelques points que l'on pourrait de nos jours considérer comme un exemple de modération en comparaison avec les modèles révolutionnaires du Viet-Nam ou de Cuba, sont évidemment jugés trop progressistes par l'impérialisme et le sionisme.

On a donc poussé à la dénasserisation et on a fait agir les successeurs de Nasser au gouvernement, en tablant sur leurs faiblesses psychologiques et leurs tendances éprouvées à l'irrationnel politique. Le processus déclenché a ainsi dépassé le prévisible et a suscité de nouveaux espoirs chez les impérialistes.

Après le nationalisme arabe à tendance unitaire et militante nous assistons au retour à un nationalisme égyptien étroit, régionaliste, pensé et mis en pratique par une bourgeoisie neo-wafdiste dont l'indigence politique n'est plus à démontrer.

Après le neutralisme tiers-mondiste qui accordait à l'Égypte une dignité internationale nous assistons à l'engagement dans un processus de dépendance avec toujours plus d'humiliations, exercées au départ

directement par la puissance impérialiste, et aujourd'hui par l'intermédiaire de son gendarme sioniste.

Après la politique progressiste que dictait une saine compréhension de la voie la plus rationnelle de libération politique et économique, voici que s'installe la réaction comme méthode de pensée et d'action, semant ainsi la confusion et les désordres économiques et sociaux.

Nous en sommes aujourd'hui à observer les résultats de la dénasserisation. Dépassant de très loin les désirs de l'impérialisme qui n'en demandait pas tant, voici que la folle soumission à l'équipe sioniste la plus bornée et le mépris des sentiments de tous les Arabes brouille jusqu'aux plans de la stratégie impérialiste qui, dans sa rationalité propre, considère le nationalisme arabe et les poussées progressistes des jeunes générations comme une réalité objective. Ce n'est pas seulement un pari politique mais l'honneur et la dignité qui ont été perdus dans l'aventure de la dénasserisation.

La catastrophe étant aujourd'hui consommée, qui garantira aux promoteurs de cette politique de soumission que dans un proche avenir les puissances impérialistes, au pragmatisme bien connu, ne les jugeront pas comme des acteurs trop humiliés pour être crédibles ? Il est en tout cas certain que l'équipe de la dénasserisation est déjà jugée trop intelligente pour réussir une politique durable et rassurante, dans le ton et suivant les vœux de la bourgeoisie internationale, qui sait faire le calcul qualitatif, quantitatif et chronologique de ses intérêts. ■



La deuxième mort de Nasser

Maged Chami

SADATE : LES RAISONS D'UN ECHEC

— « Savez-vous pourquoi Nasser est mort si tôt ? »

— « Parce qu'il tenait à lire toute la presse internationale et arabe après de longues heures de travail. Moi, je n'aimerais pas mourir de cette façon... »

C'est Sadate qui posait cette question à un journaliste égyptien et c'est lui-même qui y répond.

Si, un jour, quelqu'un se demande pourquoi le Raïs a cru utile de se déplacer à Jérusalem croyant pouvoir mettre fin à un conflit qui dure déjà depuis plus de cinquante ans pour constater, mais à quel prix, que l'intransigeance israélienne ne relève ni de la « plaisanterie » ni de la « psychologie » la réponse ne serait pas difficile à trouver : c'est que le successeur de Nasser n'a pas eu la patience de lire attentivement et courageusement l'histoire contemporaine arabe ni même celle du sionisme.

Car réduire le conflit israélo-arabe à un simple cas de pathologie psychologique, comme l'aurait souhaité le Président Sadate est à la fois une erreur politique monumentale et une méconnaissance lamentable de la fonction militaro-économique de l'Etat sioniste au Moyen-Orient.

Sadate, par son « geste » a cru pouvoir dé-sioniser une entreprise à la réalisation de laquelle ont participé toutes les puissances coloniales mondiales, depuis la Grande Bretagne de Lord Palmerston en 1840 jusqu'aux Etats-Unis de Carter en 1978. Malgré toutes les apparences, le projet sioniste n'a jamais été conçu au départ comme une solution de la « question juive » en Occident, mais plutôt comme une citadelle occidentale avancée au cœur même du monde arabe pour empêcher toute aspiration réelle à l'unité et au développement de se concrétiser. La fin tragique de l'expérience de Mohamed Ali en Egypte, au siècle passé, en dit long sur la constance de la politique impérialiste vis-à-vis des pays arabes (c.f. à l'article de A. Iskander :

l'Egypte entre l'isolationisme et l'unité arabe).

Est-ce donc un simple méconnaissance des fondements idéologiques du sionisme qui a poussé le successeur de Nasser à vouloir chercher la paix jusqu'en Israël ? A notre avis il n'y a pas que cela. Sadate, depuis son accession au pouvoir n'a fait que préparer le terrain à une pareille initiative. La politique de dénassérisation et la rupture brutale avec l'Union Soviétique, le condamnaient tôt ou tard à cet aboutissement inimaginable il y a encore quelques années. Maintenant que le Raïs a bien exploré la « voie américaine » vers la paix et qu'il a dû certainement se rendre à l'évidence que les Américains n'étaient nullement disposés à exercer des pressions, de quelque nature que ce soit, sur le gouvernement de Begin, on est en mesure de constater les dégâts considérables causés par une initiative irréfléchie et désespérée. Le monde arabe est à l'heure actuelle, grâce justement à Sadate, plus divisé que jamais. Le danger de balkanisation et de guerre civile que ce soit au Liban, en Syrie, dans le Golfe ou dans le Maghreb et partout ailleurs dans le monde arabe est omniprésent.

L'engagement arabe dans la Corne de l'Afrique, du côté de l'Ethiopie, comme du côté de la Somalie, en est un signe symptomatique. Tout laisse à penser que l'Occident est sur le point de venger la guerre inachevée d'octobre 1973. Face à cette tempête qui risque de compromettre définitivement toute chance d'unité et de changement dans le monde arabe, la réaction de la classe politique au pouvoir dans les pays concernés semble plutôt décevante, voire exaspérante.

De la colère à l'appui, en passant par le silence, le refus et les calculs, on finit par accepter le fait accompli lourd de menaces et d'incertitude. Sadate, en fin de compte, en se jetant dans « la gueule du loup » ne savait-il pas qu'il pouvait jouir d'une

certaine impunité, au moins du côté de la plupart des régimes arabes en place ? Ce qui le gêne le plus, actuellement, ce n'est certes pas la création d'un « front de fermeté » inefficace en l'absence de l'Irak, mais plutôt l'intransigeance israélienne appuyée par les Etats-Unis. C'est cette même intransigeance qui va l'obliger tôt ou tard, à quitter la scène politique tellement il s'est hâté de brûler tous ses vaisseaux avant de s'embarquer pour Jérusalem. La démission de Sadate, malgré son attachement excessif au pouvoir, ne saurait tarder vue l'impasse dans laquelle il se trouve coincé en dépit de toutes ses initiatives « spectaculaires », « sensationnelles » « courageuses », etc.

La question que se posent actuellement tous les observateurs ne porte plus sur la date de cette démission tant attendue mais sur l'appartenance de son futur successeur. Est-ce que ce sera le néo-Wafd récemment reconstitué sur la base d'une plateforme libéralo-socialisante ou une junte militaire islamisante jouissant de la sympathie des Saoudiens ? Toutes les spéculations sont légitimes et un retour en force des Nassériens n'est nullement exclu. Quoiqu'il en soit, un retour « spectaculaire » de Sadate au giron arabe est peu probable et ses successeurs, quelle que soit la tendance dont ils se réclameront, n'auront d'autre choix que celui de préparer l'Egypte à la cinquième guerre israélo-arabe.

Ainsi l'expérience douloureuse de Sadate aura au moins servi à montrer qu'une politique ne pouvait réussir que si elle reflétait un rapport de forces favorable sur le terrain. Pour avoir omis de respecter cette règle d'or dans toute action politique rationnelle, lui préférant une campagne psychologique et publicitaire de grande envergure mais sans impact réel sur le cours des événements, le Raïs vient de payer de sa carrière politique une erreur injustifiable et irréparable ■

TRIPOLI ALGER BAGDAD ?

Si les pays arabes opposés à l'initiative du président Sadate, à savoir la Syrie, la Lybie, l'Irak, l'Algérie, le Yémen du Sud et l'OLP n'ont pas encore réussi à former un véritable front qui rétablirait objectivement l'équilibre stratégique rompu par le retrait de l'Egypte du champ de la confrontation c'est justement parce que la plupart d'entre eux se comportent comme si la politique sadatienne est condamnée tôt ou tard à un échec cuisant. La tête de Sadate est demandée mais l'Egypte doit être ménagée quelle qu'en soit la politique de ses dirigeants.

Toutefois, malgré la modestie des résultats du sommet de Tripoli confirmés récemment à Alger, ces pays ont réussi à marquer l'isolement de Sadate, à mettre en relief son désarroi sans le pousser pour autant à rechercher une paix séparée désastreuse pour toutes les parties. La résistance palestienne, quant à elle, sort renforcée et plus unie de ces deux sommets, consolide ses positions dans le Sud Liban et resserre son alliance stratégique avec la Syrie.

L'Irak, qui a refusé jusqu'à maintenant de se réconcilier avec la Syrie, par méfiance, ne paraît pas résolue à maintenir cette position si la situation sur le terrain se détériorait à la suite d'une guerre-éclair contre la Syrie, déclenchée à partir du Liban. On l'a vu en octobre 1973 participer à la guerre sans qu'elle soit avertie d'avance et sans qu'on le lui demande. Cependant elle semble actuellement miser plus sur l'échec de Sadate que sur une constitution d'un front de refus arabe. En attendant le « front de fermeté » a réussi à gagner l'appui militaire et politique de l'URSS et à la réintroduire en force dans l'arène politique du Moyen Orient à la grande stupéfaction de Sadate, de l'Arabie, des Etats-Unis et d'Israël qui ont tout fait pour l'exclure. ■

CHRONOLOGIE

- 15 Mai 1948: Création de l'Etat d'Israël.
- 15 Mai 1948 à Février 1949: La guerre de Palestine. L'Egypte y participe sans préparation.
- 1949: Formation de l'organisation des « officiers libres ».
- 26 Janvier 1952: L'incendie du Caire.
- 23 Juillet 1952: « Les officiers libres » s'emparent du pouvoir.
- 26 Juillet 1952: La monarchie est renversée.

9 Septembre 1952: Première réforme agraire en Egypte.

9 Décembre 1952: Abolition de la constitution monarchique de 1923.

17 Janvier 1953: Dissolution des partis politiques.

18 Juin 1953: Proclamation de la République.

1955: L'Egypte refuse d'adhérer au pacte de Bagdad.

Février-Mars 1955: Attaque israélienne très meurtrière contre la population de Gaza.

Avril 1955: Nasser participe à la Conférence de Bandoeng.

27 Septembre 1955: L'Egypte signe son premier contrat d'achat d'armes avec l'URSS.

18 Juin 1956: Le dernier contingent militaire britannique évacue le sol égyptien.

26 Juillet 1956: Nationalisation du Canal de Suez.

29 Octobre 1956: L'armée israélienne envahit le Sinaï.

31 Octobre 1956: Début de l'agression franco-britannique contre l'Egypte.

6 Novembre 1956: Cessez-le-feu après la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU.

22 Décembre 1956: Les troupes franco-britanniques se retirent de Port-Saïd.

15 Janvier 1957: « Egyptianisation » des intérêts étrangers notamment français et anglais.

8 Mars 1957: Retrait des troupes israéliennes du Sinaï et de Charm el Sheikh.

9 Avril 1957: Réouverture du Canal de Suez.

1er Février 1958: Proclamation de la République Arabe Unie (Union Syro-Egyptienne). Nasser élu le 29 président de la RAU.

9 Janvier 1960: Inauguration des travaux du Haut barrage d'Assouan avec une aide technique et financière de l'URSS.

Juillet 1961: Premières mesures de nationalisation.

28 Septembre 1961: La Syrie rompt l'Union avec l'Egypte après un coup d'état réactionnaire.

8 Décembre 1962: Création du Parti unique: Union socialiste Arabe.

Avril 1964: Le PC communiste se dissout et appelle ses membres à adhérer au nouveau parti unique.

16 Mars 1965: L'Egypte, et plusieurs pays arabes, rompt ses relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale.

5 Juin 1967: Israël lance une guerre éclair contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie à la suite de

laquelle, il occupe le Sinaï, le Golan, Gaza et la Cisjordanie. Le canal de Suez est fermé.

22 Novembre 1967: Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution n° 242.

8 Décembre 1967: Les troupes égyptiennes quittent le Yémen.

27 Décembre 1967: Charte de Tripoli: l'Egypte, la Libye et le Soudan y expriment leur intention de former une fédération tripartite.

24 Juillet 1970: L'Egypte accepte le plan Rogers après une guerre d'usure très meurtrière.

7 Août 1970: Cessez-le-feu tout au long du Canal de Suez pour 3 mois.

28 Septembre 1970: Mort subite de Nasser après les massacres de Septembre Noir en Jordanie contre la résistance.

16 Octobre 1970: Sadate devient président de la République suivant la constitution.

15 Mai 1971: Coup d'état de Sadate contre les proches conseillers de Nasser.

1er Septembre 1971: Fédération tripartite: Egypte-Libye-Syrie.

Novembre 1971: Révoltes ouvrières dans plusieurs villes égyptiennes.

Janvier 1972: Manifestations des étudiants au Caire.

17 Juillet 1972: Expulsion des conseillers soviétiques (15 à 20 000).

6 Octobre 1973: La guerre d'Octobre.

24 Juillet 1974: Premier accord de désengagement entre Israël et l'Egypte.

Janvier 1975: Manifestations populaires contre la politique de Sadate.

5 Juin 1975: Réouverture du canal de Suez.

1er Septembre 1975: Deuxième accord de désengagement sur le Sinaï.

15 Mars 1976: Sadate rompt le traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique.

18-19 Janvier 1977: Révolte des « affamés » en Egypte. L'armée intervient pour sauver le régime.

Juin 1977: L'Egypte envoie des troupes pour sauver le régime de Mobutu.

21 Juillet 1977: L'armée égyptienne lance des attaques généralisées contre la Libye sur ordre de Sadate, dans le but de renverser le régime libyen. L'opération se solde par un échec.

19 Novembre 1977: Sadate se rend en Israël. L'Egypte rompt ses relations avec 5 pays arabes.

25 Décembre 1977: Visite de Begin à Ismaïlia.

ANOUAR AS-SADATE LE COMPLEXE DE NASSER

Depuis son «pèlerinage» à Jérusalem, Mohamed Anouar As-Sadate ne cesse d'intriguer et d'étonner tous les observateurs politiques qui suivent de près la confrontation arabo-israélienne dans ses infinies complexités. La personnalité de ce «paysan» devenu, contre toute attente, après la mort subite de Gamal Abdel Nasser, le président du «plus grand pays arabe» mérite une analyse poussée à même de nous aider à comprendre la logique d'une politique que d'aucuns n'arrivent pas à saisir. Car plus qu'aucun autre membre du Conseil de la Révolution égyptienne, Sadate passait, sous Nasser, pour être l'homme à tout faire, c'est-à-dire le moins marqué politiquement et le plus docile exécutant des ordres de son «Mouallim» (Patron). L'image qu'il avait réussi à donner de lui à l'opinion égyptienne n'était autre qu'un mélange de bonhomie et de malignité. Son extrême «dévouement» irritait Nasser bien que ce dernier n'appréciait guère d'être contrarié.

Une origine très modeste

Pour expliquer ce trait saillant de sa personnalité, il faut souligner son origine modeste, bien inférieure à celle de son prédécesseur et de la plus grande majorité des «officiers libres». Sadate est né en 1918 à Mit Aboul Koum, en Moyenne Egypte, d'une mère soudanaise et d'un fellah déshérité. En 1936, fuyant son village natal et la misère, il essaie d'entrer à l'armée jusqu'alors réservée aux enfants de l'aristocratie et des grands pachas au service du Khédivé. Un décret ouvrant l'école militaire aux enfants du peuple lui permettra d'y accéder après un premier examen malheureux. Après son exclusion de l'armée pour ses activités pro-nazis (dirigées essentiellement contre les occupants britanniques) il n'hésitera pas à passer une petite annonce dans l'hebdomadaire égyptien *Rose el Youssef* rédigée comme suit: «Mohamed A.As-Sadate, 20 ans, brun, aux yeux noirs, cherche à devenir acteur de cinéma»... Encore une fois le jeune Anouar passe un examen auquel il échoue. Mais le 14 novembre 1977, du haut de la tribune de la Knesset, il prendra sa revanche devant des centaines de millions de spectateurs se montrant de l'avis même de Golda Meïr, «digne d'un Oscar à Hollywood».

Activités pro-allemandes

Un autre épisode est assez révélateur de sa personnalité. Dans les années quarante, alors qu'il était incarcéré dans une prison de Haute Egypte pour complicité dans un assassinat politique, il fait la grève de la faim pour demander son transfert dans une autre prison, ne voulant pas «partager la même cellule avec des communistes athés».

Jusqu'en 1950 il mène une vie mouvementée: il participe à des attentats politiques, travaille pour le compte des services de renseignements allemands, mine le Canal de Suez, fait tout pour rendre la vie difficile aux Anglais et à leurs collaborateurs locaux. Il fera également tous les métiers: journaliste à Al Moussawar, chauffeur de taxi, camionneur, etc. avant de réintégrer l'armée en 1950 et de travailler, par ordre de Nasser, comme agent double pour le Palais et pour le mouvement des officiers libres.

dans une salle de cinéma du Caire. Cela ne l'empêchera quand même pas, le lendemain, d'annoncer aux Egyptiens le renversement de la monarchie. De 1952 à 1970 il occupe plusieurs fonctions. En 1953, il est membre du tribunal qui juge les hommes politiques de l'ancien régime, puis membre du Conseil martial qui, en 1954, condamne à mort les six frères musulmans impliqués dans l'attentat contre Nasser à Alexandrie. Entre 1957 et 1961 Sadate est secrétaire général puis président de l'Union Nationale, le parti unique. En 1961, il est élu président du parlement. En 1968, Nasser le nomme deuxième vice-président de la république pour mettre un terme à la lutte pour le pouvoir. Paradoxalement, en 1970, il s'oppose au «plan Rogers» accepté par Nasser dans le souci de gagner du temps afin d'achever ses préparatifs militaires. Pourtant ce «plan américain» était bien modeste, comparé au plan de paix qu'il présentera lui-même à Jérusalem, sept ans plus tard.

La dénasserisation

Après la mort de Nasser, Sadate, qui passe pour un homme faible, facilement maniable, est désigné provi-



Le lieutenant A. Sadate en 1952

La veille du 23 juillet 1952, alors que tout était prêt pour lancer le dernier assaut contre la monarchie corrompue de Farouk, on cherchait partout Anouar Es-Sadate pour le prévenir de l'avance précipitée des opérations, mais en vain. On apprenait plus tard qu'il était ce soir-là

soirement président de la république. Mais ses adversaires se trompaient lourdement, que se soient ses ennemis nassériens jurés tel Ali Sabri et ses compagnons qui croupissent actuellement dans les prisons du Caire ou bien ses ex-sympathisants, tel Heykal qui

après l'avoir soutenu contre le «lobby» nasserien pro-soviétique, s'adonnent actuellement dans l'opposition, à des autocritiques bien méritées.

La vraie politique de Sadate ne tarde pas à se préciser, lentement mais constamment. Quelques mois après son accession au pouvoir, les mass media égyptiennes «découvrent» soudainement que son prénom n'est pas Anouar mais Mohamed Anouar Es-Sadate. Une nuance bien utile dans la lutte qu'il compte mener plus tard contre les «communistes et leurs maîtres à Moscou». Ce n'est pas tout. Il exige que la République Arabe Unie se donne un autre nom: République Arabe d'Egypte. Cette nuance n'est pas de pure forme. Elle annonçait déjà un certain désengagement vis-à-vis du monde arabe. Le 15 mai 1971, il réussit, contre toute attente, un coup d'Etat à droite, mettant ainsi en prison tous les hauts dignitaires du régime nassérien et se distinguant ce jour-là par un discours très peu civilisé promettant à son peuple de «hacher» ses opposants: «Ha Efroumhoum». Dorénavant il se sent libre d'entreprendre efficacement sa propre politique: il aide Numeiry à massacrer les communistes soudanais provoquant l'indignation de tous les progressistes arabes et, par la même occasion, celle de l'Union Soviétique qui, à partir de ce moment-là perd complètement confiance en Sadate, bien que ce dernier se soit empressé, à la suite de son coup d'Etat de signer un traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique.

Ce pacte ne l'empêchera pas en 1972 d'expulser, sans contre partie valable, les experts soviétiques sollicités par Nasser pour la reconstruction de l'armée. Ce «geste» étonnera même Kissinger qui déclarait que son gouvernement n'était pas au courant et que Sadate aurait pu, s'il l'avait prévu, être payé de retour. Si le Raïs, malgré tout, a réussi la traversée du Canal, ce n'est certes pas grâce à ses efforts, plutôt démoralisants, mais plutôt grâce à l'œuvre gigantesque de Nasser qui a consacré la grande partie de son temps, après la défaite de 1967, à surveiller de près la «reconstruction de l'armée» avec l'aide massive des Soviétiques. Selon des informations sûres, Nasser voulait dès 1971 récupérer militairement le Sinaï. En tout cas, même au sommet de sa gloire en octobre 1973, Sadate n'a pu se prévaloir du dixième de la popularité qui auréolait Nasser en pleine défaite. Car, bien avant la «percée» du Canal, il prononce un de ses discours les plus démoralisants, demandant aux Américains d'intervenir pour instaurer la paix dans la région puisque ceux-ci «disposent de «99 %» des cartes».



Avec «*dear Jimmy*»

«*Dear Henry*»

Depuis lors, il n'a cessé de miser sur les Etats-Unis: d'abord sur son «cher ami Henri», sur le président Ford et finalement sur le président Carter «pieux et croyant». Sadate n'a pas ménagé ses efforts pour amener les Etats-Unis à composer afin d'exercer sur l'Etat sioniste les pressions tant souhaitées. Il s'est lancé dans une croisade anti-communiste et anti-soviétique digne de Foster Dulles aux pires moments de la guerre froide, signé le deuxième accord du Sinaï qui a mis en quelque sorte le Liban à feu et à sang, volé au secours de Numeiry chaque fois que ce dernier se trouvait en difficulté, joué le rôle de gendarme américain au Zaïre, soutenu les adversaires du MPLA en Angola, «découvert» soudain la révolution érythréenne et le front de libération de l'Ogaden juste au moment où Mengistu Hailé Myriam s'installe à Addis Abéba, pris la tête d'une campagne hystérique pour transformer la Mer Rouge en un lac arabe d'où les navires soviétiques seraient interdits (et non les Israéliens qui ne menacent, eux, aucunement «l'arabité» de la Mer Rouge, ni même l'«égyptianité» du Sinaï!). Enfin, il a même envoyé ses troupes

contre la Lybie considéré par les Américains comme leur ennemi déclaré.

Le nouveau khedive

Pour ce qui est de la politique intérieure, la «dénasserisation» est encore beaucoup plus perceptible. Un an après la mort de Nasser une «Noucta» (anecdote) circulait en Egypte disant que «Sadate marche sur les traces de Nasser avec une gomme!» En effet, au début, n'osant pas s'attaquer de front au nassérisme, Sadate prétendait corriger les erreurs commises par les adjoints de Nasser. C'est ainsi qu'il libéralise l'économie tout en durcissant la répression contre la gauche; réhabilite les féodaux et les grands pachas qu'on croyait enterrés depuis longtemps, lance une campagne de dénigrement contre la politique dirigiste de son prédécesseur et prône la politique d'ouverture économique «Infitah» dont seule une bourgeoisie parasitaire, sans charme ni discrétion, a récolté les fruits. C'est justement grâce à cette «aventure» que la situation actuelle de l'Egypte est devenue catastrophique. Les manifestations des «affamés», l'année passée, sont venues à temps pour demander qu'il soit mis un terme à cette politique de «dénasserisation». L'un des slogans scandés par la foule était: «Lève-toi, ô grand Nasser et regarde ce que fait cet âne!» Sadate n'a guère apprécié cette comparaison et s'il persiste à effacer toute trace de son prédécesseur, c'est qu'il se sent toujours menacé et poursuivi par l'ombre de celui chez qui il n'a été, pendant 18 ans, qu'un «simple porte-serviette», selon l'expression de Jean Lacouture. Tous ses gestes spectaculaires relèvent, d'une façon ou d'une autre, de ce qu'on pourrait appeler le «complexe de Nasser». C'est enfin ce même complexe qui le pousse à s'écrier après janvier 1977: «Ne me parlez plus de Nasser... il était déjà mort en 1967!» ■ M.C.

BEGIN : TERRORISME ET MYSTIQUE

Sami Hodeidi

L'aboutissement quel qu'il soit du «processus de paix» au Proche-Orient, semble dépendre, dans une large mesure, des qualités personnelles des leaders qui y sont engagés à l'heure actuelle; ces qualités semblent même devoir jouer un rôle important dans le maniement des données concrètes qui font obstacle au «momentum»

provoqué par le geste de Sadate. En effet, l'évolution des pourparlers, à travers visites et commissions, a vite montré que, si une certaine expectative populaire nourrie par la fatigue et les angoisses qui sont inhérentes à l'état de guerre, avait accompagné de ses souhaits l'initiative de paix, le pouvoir politico-militaire en Israël, exercé pendant

des décades dans la logique d'une agressivité apparemment défensive mais en réalité expansionniste, ne pouvait, lui, changer du jour au lendemain sa stratégie et ses cadres de perception par l'effet d'un geste « magique ».

Encore moins quand la responsabilité en incombe à une personne comme Menahem Begin. Sadate nous a habitués, depuis le temps qu'il est au pouvoir, à des gestes peut-être pas toujours aussi spectaculaires, mais certainement toujours surprenants et lourds de conséquences. Qu'en est-il en réalité de Begin ?

Porté au pouvoir il y a dix mois par les élections du 17 mai 1977, son accession signifiait déjà un changement dans les motivations de l'électorat israélien, dont il symbolisait ainsi les nouvelles tendances dominantes. Sacrifions donc aux nécessités de la conjoncture politique, puisque le style de l'initiative de Sadate en a personnalisé la dynamique, et faisons un survol de l'itinéraire personnel et politique de Begin. Est-il le leader que des caractéristiques personnelles préparent à donner la réplique à son partenaire égyptien ?

Un admirateur de Jabotinsky

Après que les élections l'aient projeté sur le devant de l'actualité, et en particulier lors de sa visite aux Etats-Unis pour sa première rencontre avec le président Carter, la presse américaine s'est beaucoup intéressée à sa personne. A l'instar d'ailleurs du chef d'Etat américain qui, dit-on, s'est penché studieusement un soir sur la lecture du livre de Begin, « La révolte d'Israël » (1), pour y découvrir les traits de personnalité de son hôte du lendemain. La presse n'a cessé donc de prôner ses performances de charmeur et son style gentleman de la vieille école : très cérémonieux, il est toujours habillé en complet et cravate, pratique le baise-main et se fait remarquer par ses réparties spirituelles...

Mais au-delà de cette image pour le public, ceux qui le connaissent et cherchent à évaluer ses éventuelles performances politiques, notamment dans une conjoncture de dialogue, le décrivent comme un légaliste très fermement attaché à ses principes et à sa vision des choses et accordant aux formules une valeur en soi ; ils lui dénie toutes les qualités d'un « négociateur ».

(1) Begin écrit régulièrement dans le quotidien *Maariv* ; il a, de plus, publié deux livres : *La révolte d'Israël* (en hébreu en 1950, en anglais en 1951 et en français en 1971) et *Les Nuits Blanches* (en hébreu en 1953, en anglais en 1957).

Sur un autre niveau, son autoritarisme est bien connu ; il se fait obéir. En conseil des ministres, chaque ministre n'a droit à la parole qu'une fois par sujet. Et à ses propres yeux, il semble considérer que le « marchandage » en politique est au-dessous de sa dignité.

Rappelons-nous qu'après son accession au pouvoir, des délégués avaient été dépêchés par Israël aux Etats-Unis avec mission spéciale de changer aux yeux du monde politique l'image d'extrémiste que l'ancien terroriste ne pouvait pas manquer d'avoir. Il est vrai que les contraintes exercées par les nécessités concrètes qui pèsent sur le responsable politique, au moment de la prise des décisions, se font sentir autrement quand on est au pouvoir que quand on est dans l'opposition. Mais il reste que, alliée à l'intransigeance de caractère, la permanence d'une ligne politique de nationalisme exacerbé et expansionniste fait de Begin l'homme pour qui faire des concessions est chose impensable.



Le chef de l'Irgoun à l'ombre de Jabotinsky (1948)

Un négociateur légaliste

Begin est né en 1913, dans une famille de la classe moyenne, à Brest-Litovsk, qui faisait alors partie de la Pologne. Après avoir étudié dans un « gymnasium » de style prussien, il fait des études de droit international à l'Université de Varsovie.

Très tôt, il fut un admirateur inconditionnel de Vladimir Jabotinsky et de sa ligne politique jusqu'aboutiste appelée Sionisme Révisionniste. Durant les années 1920, celui-ci était entré en conflit avec l'aile travailliste du sionisme, dirigée par Haïm Weizmann et l'Agence Juive. En 1923, il fonde un mouvement para-militaire de jeunesse, le Betar. Begin y adhère en 1929 et en devient le leader pour la Pologne en 1938. L'année suivante,

il le représente en tant que délégué au congrès mondial de cette organisation et se fait remarquer par son insistance à inclure, dans le serment d'allégeance au mouvement, le vœu de conquérir le « foyer national juif » — ce fameux « homeland » — par la force des armes. Très activiste, il participe à des manifestations pendant la période 1936-1939 et se fait arrêter par la police polonaise devant l'ambassade britannique.

Lorsque la Pologne est envahie en 1939, il s'enfuit vers l'est, à Vilna, où il est arrêté en 1940 par les autorités soviétiques. Il est libéré en 1941 et entre dans l'armée de la Pologne libre. Il arrive en Palestine avec le général Anders où il déserte en 1943 pour diriger l'organisation terroriste Irgoun Zvair Leoumi. Ce groupe avait été formé par des éléments de la Haganah, en protestation contre la stratégie jugée trop passive de cette dernière. L'Irgoun avait des liens très étroits avec la ligue idéologique de Jabotinsky et se chargeait de l'entraînement militaire des membres du Betar.

Sous le leadership de Begin, l'Irgoun refuse de souscrire à l'accord passé entre les Anglais et l'Agence Juive et la Haganah pour la durée de la guerre contre l'Allemagne nazie. D'ailleurs, les deux organisations du mouvement sioniste n'allaient pas cesser de s'affronter souvent avec violence. Pour ne citer que le dernier épisode : en juin 1948, après la création en mai de l'Etat d'Israël, Ben Gourion avait fini par ordonner à l'armée, au bout de tractations infructueuses, de bombarder le cargo Altalena avec sa cargaison d'armes pour l'Irgoun et Begin à bord. (L'histoire dit que l'ordre fut exécuté par Rabin qui l'a reçu par l'intermédiaire de Ygal Yadin !). Une bataille s'ensuivit où l'Irgoun laissa 40 morts et sera finalement obligé de se dissoudre.

Mais auparavant, l'organisation terroriste s'était adonnée aux actes les plus barbares. Les plus connus sont le dynamitage, en juillet 46, d'une aile de l'hôtel du Roi David à Jérusalem qui fit 91 morts et 45 blessés et le massacre de Deir Yassine en avril 1948 qui fit 241 victimes, dont une centaine de femmes et d'enfants. Ce qui vaut à Begin et à l'Irgoun une triste réputation : les Anglais mettent sa tête à prix offrant 10 000 livres sterling. La controverse qui cherche à établir si l'hôtel du Roi David était seulement le quartier général de l'armée britannique ou également le siège de l'administration civile mandataire, ou encore si l'Irgoun avait ou non appelé les habitants de Deir Yassine à évacuer le village, n'a aucun sens. Les faits sont là qui montrent que l'Irgoun ne reculait pas devant les massacres. Le

délégué de la Croix-Rouge venu évacuer les victimes de Deir Yassine a dit dans son témoignage : « Il y avait 400 habitants dans ce village ; environ 50 d'entre eux avaient pu s'échapper et étaient restés vivants. Tous les autres avaient été délibérément massacrés, avec sang-froid, parce que, comme j'ai pu moi-même le constater, cette bande était admirablement disciplinée et n'agissait que sous les ordres ». Et le responsable de ces « ordres » à l'intérieur de l'Irgoun ne s'en est jamais caché.



La destruction de l'Hôtel David par l'Irgoun

D'ailleurs les défenseurs de l'Irgoun et Begin lui-même en tirent la signification qui s'impose : « A travers le pays, écrit Begin dans une note de son livre « La révolte d'Israël », les Arabes portés à croire les histoires extravagantes du « carnage de l'Irgoun » ont été saisis d'une panique sans limite et ont commencé à s'enfuir pour sauver leurs vies... Des 800 000 Arabes environ qui vivaient sur le territoire actuel de l'Etat d'Israël, seulement 165 000 sont encore là. La portée politique et économique de ce fait peut à peine être surestimée »...

Pour le « Grand Israël »

Après 1948, la carrière strictement politique de Begin se poursuit dans l'opposition. Avec d'autres leaders de l'Irgoun, il fonde le parti Herouth dont le mot d'ordre fait écho au slogan de l'Irgoun : « Les deux rives du Jourdain » ! Depuis 1949, Begin est membre de la Knesset, avec à peu près 12% des voix pour le Herouth au cours des cinq pre-

mières élections. En 1965, il forme, avec l'aile extrémiste du Parti Libéral, le G.A.H.A.L. qui remporte 21% des voix. En 1973, le Likoud est formé, avec la participation du général Sharon (l'actuel champion de l'implantation à outrance dans les territoires occupés) par l'alliance entre le Herouth et trois autres petits partis de droite ; aux élections de la même année le nouveau bloc remporte 39 sièges...

Une seule fois, avant les élections de mai 1977, Begin a participé en tant que ministre sans portefeuille au gouvernement. C'était en mai 1967, lors de la formation du gouvernement national qui devait prendre la responsabilité de la guerre de juin 1967. Cependant, en juillet 1970, Golda Meïr n'arrive pas à le convaincre d'accepter le cessez-le-feu qui doit arrêter la guerre d'usure sur le canal de Suez ; il démissionne...

Dans l'interview accordée à France-Inter, le 11 janvier dernier, Begin répond : « On parle de la Palestine. Qu'est-ce que cela veut dire ? La Palestine est la terre d'Israël, la terre de nos ancêtres ». Un peu plus tard : « Que signifie le mot palestinien ? Moi aussi je suis palestinien ». C'est là que réside le nœud. Devant l'opinion publique il est obligé de se plier aux nécessités du dialogue qui lui est imposé par la dynamique de la conjoncture : « Tout est négociable, déclare-t-il, sauf... » et les exceptions sont de taille. Son passé de terroriste et d'extrémiste farouche, son attitude persistante dans l'opposition à refuser catégoriquement toute concession, sa conception de l'« Eretz Israël », ancrée dans la vision mythique des temps bibliques... tout le rend en réalité intraitable sur une question pourtant inévitable, les droits du peuple palestinien.

C'est Rabin qui a le mieux résumé la réalité, dans une interview faite le jour où il a cédé à Begin son bureau de premier ministre : « J'admets, qu'il tente de projeter un profil plus modéré avant d'aller à Washington. Le problème est que je doute que cela puisse marcher. On peut, pour un temps, jouer avec les mots, mais, à la fin, on ne peut éviter les problèmes concrets et précis ».

l'impasse finale, tout en croyant faire le contraire, bien entendu !...

Il n'en demeure pas moins, cependant, que les explications avancées sur ce geste se réfèrent, toutes, à des données spécifiquement égyptiennes : le fardeau de l'effort militaire pour une économie pauvre et chancelante, le faible taux de croissance des ressources face à une poussée démographique toujours très importante, l'insuffisance de l'assistance financière arabe, le poids de la dette extérieure occasionnée pour l'essentiel par les achats d'armes, etc.

Ces éléments « économiques » ont d'ailleurs été le leitmotiv de toutes les propagandes en faveur du désengagement de l'Egypte par rapport à la cause palestinienne. Sadate, lui-même, en a fait un usage abusif qui lui rendrait difficile toute tentative de retour rapide à sa position initiale derrière la barricade de la « solidarité arabe ». Pis encore, certains commentateurs craignent que l'initiative du Rais n'aboutisse à « ouvrir l'Egypte à la domination des capitaux juifs internationaux, une fois donné l'aval de Tel-Aviv » (1) !...

Une telle vision à la fois apocalyptique et caricaturale ne nous semble pas, cependant, fondée. D'autant plus que les données économiques auxquelles elle prétend se référer méritent un examen plus approfondi que nous aborderons dans les colonnes qui suivent.

Le mythe du « fardeau arabe »

D'emblée, levons une ambiguïté : si les quarante millions d'Egyptiens vivent d'un produit national brut inférieur à 10 milliards de dollars, ce n'est pas par la faute de la « Palestine », mais plutôt grâce à elle. Car « l'aide » des pays producteurs de pétrole est toujours accordée au titre de soutien à l'effort égyptien face au défi de l'expansionnisme sioniste, et personne n'ignore que cette « aide » constitue une part de plus en plus grandissante dans la composition de ce P.N.B. égyptien.

En 1977, en effet, l'aide arabe civile a doublé par rapport à l'année précédente, atteignant le chiffre record de 3 milliards de dollars et permettant à l'Egypte de rembourser toutes ses dettes à court terme et leurs arriérés.

L'Egypte, rappelons le, est un pays du tiers-monde ne disposant que d'une richesse agricole et minière limitée et, surtout, mal répartie. Toute solution à ses problèmes économiques qui ne prend pas en considération cette donnée de base est donc vouée à l'échec, quel qu'en soient les alibis politiques ou militaires.

(1) A. Sid Ahmed, in Le Monde Diplomatique - Janvier 1978.

L'ARGUMENT ECONOMIQUE CE N'EST PAS CONVAINCANT !

Farés Hilalz

Le blocage actuel de l'initiative de « paix » de M. Sadate fournit une preuve de plus de l'existence d'une politique d'ensemble définie depuis octobre 1973 par les puissances pétrolières conservatrices du monde

arabe. Cette politique, caractérisée par le souci « d'ouverture, de libéralisme et de réalisme », ne pouvait qu'engendrer un « héros » négatif qui, par un geste inconsidéré, la pousse à son ultime aboutissement :

Le tort de M. Sadate réside très probablement dans le fait qu'il voulait jouer sur tous les tableaux à la fois, sans songer à leur possible incompatibilité: ainsi, il cherchait à bénéficier de la «solidarité» arabe sans participer au combat qui la justifie et qui la renforce. En politique économique, c'était pareil: il voulait être en même temps libéral et dirigiste, porte-parole des intérêts des ouvriers et des capitalistes. Ces contradictions n'ont pas tardées à le faire tomber dans la gueule du loup: la droite isolationniste proclamant «l'Egypte égyptienne» et se situant politiquement en dehors du monde arabe. Le chef de file de cette tendance, le député Moustafa Kamel Mourad, évaluait récemment la dette extérieure consolidée de son pays à près de 25 milliards de dollars, pour en conclure à «la nécessité pour l'Egypte de se dégauger rapidement» du conflit du Proche-Orient, source, selon lui, de tous les maux et malheurs dont souffre son peuple.



Les manifestations de la faim

Le «fardeau» militaire

Mais ni Sadate ni l'aile droite de son «parlement» ne peuvent ignorer que l'essentiel des dépenses en achats d'armes se font à travers des marchés multi-latéraux auxquels sont associés les bailleurs de fonds, de manière à ce que ces derniers puissent régler directement le prix de chaque opération. Les dettes extérieures de l'Egypte ne sont donc pas d'origine essentiellement militaire. A cela la droite isolationniste rétorquait que l'armée égyptienne comporte près d'un demi-million de soldats qui absorbent, à eux seuls avec leur équipement, le quart des ressources du pays, et que le retrait de l'Egypte du conflit proche-oriental lui permettrait non seulement de diminuer les effectifs de l'armée, mais de réduire l'influence politique de celle-ci dans le sens d'un régime plus démocratique et plus libéral. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de chômeurs en Egypte et comme si l'intégration dans les circuits productifs de ces soldats désarmés allait se faire sans difficulté!

Il est vrai que les dépenses de l'armée représente plus du tiers du P.N.B., (près de 1,5 milliards de

dollars), mais sans une réorganisation profonde de la vie économique de l'Egypte, il nous semble difficilement concevable de réduire, à court terme, cette part de l'armée, et ceci indépendamment des perspectives de paix ou de guerre avec Israël.

Parasitisme social et politique

Les difficultés réelles de l'Egypte proviennent des choix fondamentaux du régime de Sadate sur le plan économique et social, de la formule de «solidarité» qu'il a contractée avec les pays arabes conservateurs (notamment l'Arabie Saoudite) et qui le soumet politiquement à la volonté de ses bailleurs de fonds tout en humiliant le peuple et blessant son amour propre... Elles proviennent également de son régime policier et despotique qui brime l'élan populaire et favorise le parasitisme social et politique. C'est ainsi que le pays agricole par excellence qu'était l'Egypte importe chaque année davantage de denrées alimentaires: près d'un milliard de dollars pour l'achat de blé en 1975.

Le coton et le pétrole constituent, certes, une source importante de devises pour le pays, mais leur production commence à plafonner et leurs revenus à stagner après la période de hausse spectaculaire qui a suivi la guerre de 1973. De même pour le Canal de Suez qui, en 1977, a procuré à l'Egypte un demi milliard de dollars, égalisant ainsi la recette des exportations pétrolières de la même année.

Mais ces revenus d'origine «locale» constituent toujours une part relativement faible des ressources du pays et dénotent sa forte dépendance vis-à-vis de l'étranger. Le plus grave, c'est que l'orientation actuelle du régime conduirait le pays vers plus de dépendance économique et politique: ceci est particulièrement remarquable au niveau de «l'option touristique» par exemple, où les revenus réalisés au cours des dernières années ont plus que triplé, passant en cinq ans de 369 millions de dollars en 1970 à 1,178 millions en 1975. Cette accentuation de la dépendance est également évidente dans les échanges commerciaux avec les Etats-Unis et les pays de la C.E.E.

Ces derniers blocs accaparent, en effet, près de 60 % du commerce extérieur de l'Egypte et se rendent

coupables de l'essentiel du déficit de sa balance commerciale. Pour camoufler les effets négatifs de ces échanges (orientés essentiellement vers l'achat de biens de consommation), une aide financière est consentie à titre de prêts en général à moyen terme.

Ainsi, l'Allemagne Fédérale a accordé à l'Egypte entre 1972 et 1976 l'équivalent de 430 millions de dollars de prêts (finançant des marchés conclus avec des fournisseurs allemands!); la France quant à elle, a fait plus en consentant en 1975 l'équivalent de 200 millions de dollars de prêts (finançant des 250 millions. Ces crédits s'ajoutent aux prêts américains évalués pour l'année 1977 à plus d'un milliard de dollars.

L'Egypte «égyptienne»

Actuellement, les Etats-Unis, soutenus en cela par certains pays producteurs de pétrole, insisteraient auprès du Raïs pour qu'il renonce au rôle arabe de l'Egypte, afin de s'occuper d'un projet d'intégration égypto-soudanais susceptible de lui résoudre ses problèmes alimentaires et démographiques, et de fournir aux puissances concernées ce dont elles ont besoin en matière de produits agricoles. Un tel projet ne recevrait l'appui américain que s'il s'inscrit clairement dans le cadre d'un retrait total de l'Egypte du conflit avec l'Etat sioniste.

Mais ni le «projet soudanais», ni les «illusions américaines» de certains dirigeants arabes ne pourront sortir l'Egypte de l'impasse actuelle. Car, l'échec de l'initiative de «paix» de M. Sadate le prouve, le monde arabe — Egypte en tête — doit s'adapter à cette longue et multiforme confrontation avec Israël jusqu'à la restauration du peuple arabe de Palestine dans ses droits sur sa patrie. En attendant, au lieu d'exposer les peuples arabes à de nouvelles déchirures, humiliations et défaites, les dirigeants égyptiens feraient mieux de mobiliser les énergies créatrices et les ressources de leur pays et de définir des rapports de solidarité véritable et digne avec les pays frères plus nantis. ■

* Tous les chiffres cités dans notre article sont des ordres de grandeur et ne sauraient être considérés autrement.

L'EGYPTE ENTRE L'ISOLATIONISME ET L'UNITE ARABE

Amin Iskandar

Si l'histoire se répétait, on aurait pu dire que ce qui se passe actuellement en Egypte est une reproduction des événements de la première

moitié du siècle dernier. En ce temps-là, venait de s'instaurer le premier Etat arabe moderne, celui de Mohamed Ali. Prenant conscience

de la menace que représentait cette nouvelle puissance capable de rallier à elle les autres pays arabes du Moyen-Orient, les puissances coloniales de l'époque s'acharnèrent sur elle et l'écrasèrent.

Si l'histoire se répétait, on pourrait dire que le sort que connut l'Égypte de Mohamed Ali en 1840 est le même que celui que connaît actuellement l'Égypte nassérienne depuis la défaite de 1967. Et pourtant, il ne s'agit pas là d'un hasard. Une même logique sous-tend les événements des deux périodes en question. Cette logique pourrait s'exprimer comme suit : lorsque l'Égypte se trouve en position de force et libère sa volonté de décision, elle se dirige inmanquablement dans la voie de l'intégration à son environnement arabe. Pour le colonialisme et l'impérialisme c'est là un signe inquiétant. Aussitôt, ils lui déclarent une guerre directe ou indirecte en vue de l'affaiblir, de lui enlever son identité et de la ramener à nouveau à l'intérieur de ses limites géographiques.

Le défi de Mohamed Ali...

C'est en liquidant la domination ottomane et la caste des Mamlouks que Mohamed Ali prit le pouvoir, inaugurant ainsi le règne de la souveraineté populaire égyptienne. Ainsi furent jetées historiquement les premières fondations de l'État égyptien moderne.

Dans tous les secteurs de la vie économique, industrielle et commerciale, s'opèrent des changements déterminants, changements qui se répercutèrent sur la vie politique, sociale et culturelle. Passons sur les détails et contentons-nous de souligner qu'au début du XIX^e siècle, Mohamed Ali avait éliminé la féodalité, industrialisé le pays, mis fin aux privilèges spéciaux accordés par le sultan turc à 14 pays européens et fondé la première armée nationale égyptienne.

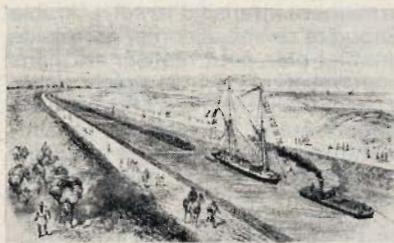
Le développement du nouvel État le conduisit à franchir ses limites régionales et à se tourner vers le monde arabe, accomplissant spontanément et naturellement son rôle national. Ce n'est que plus tard que la prise de conscience nationale s'exprima en formules et appartenances idéologiques. L'Égypte de Mohamed Ali se rallia alors, par les conquêtes militaires, moyens dominant à l'époque, la Syrie, la Palestine, le Liban et pénétra à l'intérieur même de la Péninsule arabique et du Soudan.

...et la réplique des grandes puissances

Face à cette situation, les puissances européennes essayèrent d'abord les pressions politiques et économiques, mais devant leur échec, ils firent avancer leurs armées et leurs

flottes au large de la Palestine et de la Syrie, pressant l'armée égyptienne de se retirer et obligeant Mohamed Ali à signer le Traité de Londres en 1840. Selon les historiens britanniques, ce traité avait pour but d'amener l'Égypte à s'« isoler », à briser son lien avec les pays arabes voisins et à étouffer le rêve grandissant d'unité arabe.

A partir de ce moment, la situation à l'intérieur du pays commença à se détériorer, les frais de la production industrielle s'élevèrent et l'industrie locale ne put soutenir la concurrence étrangère. Le traité de « Baltaliman » impose à Mohamed Ali de réduire les taxes sur les importations et de faire de l'Égypte un marché ouvert à la production européenne. L'industrie nationale s'effondra, un grand nombre d'entreprises locales durent fermer. Et la féodalité battue se releva. Ainsi s'éteignit l'expérience pionnière de Mohamed Ali après que furent liquidés son contenu politique, économique, social et culturel et ses visées nationales arabes.



Canal de Suez.

L'Égypte « égyptienne »

La stratégie suivie par le colonialisme vis-à-vis de l'Égypte pendant l'occupation obéit, elle-aussi, à la même logique mentionnée ci-dessus : affaiblir l'Égypte afin de l'isoler ou l'isoler afin de l'affaiblir dans le but de piller ses ressources et celles de toute la région. Plus tard, le colonialisme britannique essaya de consacrer la division régionale et de concrétiser l'isolement de l'Égypte par une idéologie dominante qui ferait fonction de barrière culturelle susceptible de contrecarrer toutes nouvelles tentatives de ralliement à l'environnement arabe. C'est ainsi que Kromer affirmait que l'Égypte formait « un mélange hétérogène d'Africains, d'Asiatiques et d'Européens et que son indépendance ne pourrait se faire que par la constitution d'une Nation Égyptienne » (l'équivalent colonialiste en Syrie serait une « nation syrienne » ou « phénicienne » et dans le Maghreb une nation berbère et une autre arabe...).

L'Europe contre l'unité arabe

Les puissances colonialistes ont transformé les pays arabes, l'un après l'autre, en zones d'influence

où ils puisaient leurs matières premières : coton, pétrole, métaux, etc., et écoulaient leurs produits industrialisés. En Égypte, le but du colonialisme était de faire du pays un producteur de coton, capable, à lui seul, d'approvisionner les industries textiles du Yorkshire, et, en même temps, un marché pour la production étrangère. A cette fin, plusieurs dispositions furent prises : renforcer la féodalité, lier les grands propriétaires terriens aux intérêts étrangers, s'opposer aux tentatives d'industrialisation en orientant les investissements dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment et des services, créer des catégories de compradores et des agents des sociétés monopolistes étrangères, assujettir l'Égypte au marché mondial en liant la livre égyptienne au sterling et imposer la domination bancaire étrangère sur les opérations d'investissements locaux. Résultat : une dépendance économique totale vis-à-vis de l'économie impérialiste mondiale, l'isolement et le déchirement à l'échelle arabe. Du côté impérialiste, le raffermissement de l'occupation militaire et de la domination économique sur la région dans son ensemble.

L'ère nassérienne

Le 23 juillet 1952, dans le ciel de l'Égypte, pointe l'aube d'un jour nouveau. La Révolution du 23 juillet n'a pas besoin d'un exposé détaillé. Nous l'avons tous vécue. Elle est présente dans notre conscience à tous. C'est l'expérience de Mohamed Ali portée à un niveau supérieur, dans les conditions du recul de l'impérialisme et de la victoire de la révolution socialiste mondiale. C'est un moment de démarcation historique entre deux étapes, non seulement en ce qui concerne l'Égypte mais aussi sur le plan arabe en général.

En portant un coup fatal aux bases du féodalisme et à l'alliance tripartite entre le colonialisme, les grands propriétaires terriens et les grands capitalistes, l'Égypte reprit en mains son destin politique et social. Il était naturel et logique qu'elle aspire alors à son identité arabe.

Dans son livre « *Le jeu des Nations* », Miles Copeland l'homme de la CIA dans le Mashrek arabe, rapporte que l'un des premiers principes suivis dans l'élaboration du coup d'état, dans tout pays arabe, est la propagation de slogans à caractère régionaliste : la Syrie aux Syriens... tous les discours sur la fraternité arabe ne devant pas dépasser le simple niveau affectif. Alors que la Révolution du 23 juillet était encore à ses débuts, on demanda à Nasser : « Comment se fait-il que sept armées arabes aient été battues par une seule armée, celle d'Israël, en 1948 ? » qui répondit : « parce que, précisément il s'agissait de sept armées contre une seule ! »

En octobre 1954, deux envoyés du Pentagone, « Albert Gerhart » et « Iveland » arrivent en Egypte pour discuter des nouveaux fondements des relations égypto-américaines. Iveland dit à Nasser : « *L'idée d'unité arabe n'aura aucun sens tant que les pays de la région insistent sur des programmes individuels de défense* ». Et de rappeler cette phrase parue dans le rapport du ministre Dulles : « *Les arabes doivent sentir que leur véritable ennemi c'est le communisme mondial* ». Nasser réplique immédiatement qu'on connaît deux ennemis dans cette région du monde : « *En premier lieu, Israël, avec qui nous sommes en état de guerre et, en deuxième lieu, les Britanniques qui occupent encore certaines régions arabes. Les Arabes n'ont rien à voir avec les Russes et il serait idiot de leur parler du danger d'invasion soviétique !* »

Trois mois auparavant, Nasser avait prononcé un discours à l'occasion du deuxième anniversaire de la révolution qui avait été jugé par Patrick Seal, dans son fameux livre « *Struggle for Syria* », comme la déclaration officielle de l'appartenance de l'Egypte à la Nation Arabe. Les événements qui suivirent sont connus de tous. Nous en rappelons les principaux titres : la bataille de grande envergure menée contre le Pacte de Bagdad, la fourniture d'armes soviétiques à l'Egypte en 1955, la Conférence de Bangdung et la fondation d'une organisation internationale représentant le mouvement mondial de libération nationale, avec, à sa tête, le mouvement de libération arabe représenté par Nasser, le retrait de l'offre américaine pour la construction du haut barrage d'Assouan, la nationalisation du Canal de Suez, l'invasion de l'Egypte par l'alliance colonialiste et Israël, le soutien massif des partis et organisations populaires arabes à l'Egypte, l'ultimatum soviétique contre les pays agresseurs les pressant de se retirer immédiatement des territoires égyptiens.



A partir de ce moment débute une lutte de grande envergure avec le néo-colonialisme commençant par le refus égyptien de la doctrine d'Eisenhower par laquelle les Etats-Unis visaient à se substituer à l'ancien colonialisme. En 1958, la République Arabe Unie est proclamée : c'est la première union entre deux pays arabes, l'Egypte et la Syrie. Révolution en Irak et fin de la

royauté et du pacte de Bagdad. Echech du débarquement de la VI^e flotte américaine sur les côtes libanaises.

En 1961, la révolution arabe acquiert des dimensions sociales par les vastes nationalisations effectuées en RAU, la création du secteur public et l'industrialisation, bases matérielles de la transformation des rapports sociaux. En outre, l'Egypte apporte un soutien ferme aux mouvements de libération en Afrique et en Asie et notamment au FNL algérien et à Lumumba. En 1961 aussi, les forces colonialistes et réactionnaires serrent leurs rangs à l'intérieur comme à l'extérieur pour porter un coup mortel à l'unité syro-égyptienne.

L'ultimatum américain

Et pourtant, un an après la séparation, en septembre 1962, éclate la révolution du Yémen. Des troupes égyptiennes s'y trouvent et y participent. En 1965, s'étale au grand jour l'affrontement américano-égyptien : blocus économique américain, armement intensif d'Israël. L'Arabie Saoudite se voit accorder un rôle de premier plan pour réaliser les plans impérialistes. Un plan précis visant à isoler définitivement l'Egypte de la Nation Arabe est élaboré : un ultimatum américain est lancé à l'Egypte comportant les six clauses suivantes :

— Retrait de l'Egypte de la confrontation israélo-arabe.

— Dissolution de l'union socialiste arabe.

— Liquidation du secteur public. Arrêt de l'industrialisation lourde et orientation vers l'industrie légère basée sur l'agriculture dont les matières premières sont susceptibles de rapporter des devises étrangères.

— Réorganisation de l'administration de sorte que le nombre de fonctionnaires ne dépasse pas les 180 000.

— Amendement des lois concernant les investissements des capitaux étrangers.

— Réduction des forces armées au nombre de 50 000 afin qu'elles s'occupent essentiellement de la sécurité intérieure.

Il était naturel que Nasser dise non à ce plan et que commencent les préparatifs de la guerre de 1967.

La réponse de Sadate

Quand Israël a-t-il pu vraiment réaliser sa victoire ? En pratique, lorsque Sadate a accepté de se soumettre aux clauses de l'ultimatum américain. Sur le plan intérieur, Sadate entreprit les changements nécessaires dans la structure économique du pays : liquidation du

secteur public, arrêt d'un certain nombre d'entreprises industrielles sous prétexte d'une pénurie de pièces de rechange, ouverture aux investissements étrangers dans l'industrie légère. Tout ceci permit la formation d'une large couche de compradores, agents des monopoles étrangers et d'intermédiaires. En définitive, il s'agissait de transformer l'Egypte en une vaste « zone franche », marché de main-d'œuvre peu coûteuse et source de gain rapide et illégal.

Au niveau des forces armées, les projets capitulationnistes présentés par Begin à son « ami » Sadate comprennent la réduction des forces armées au dixième de leurs effectifs. Le restant serait employé dans la sécurité intérieure ou transformé en troupes de mercenaires au service du colonialisme dans sa lutte contre les mouvements de libération. Tel a été le cas des troupes envoyées par Sadate en Lybie, au Zaïre et au Soudan.

Dès son arrivée au pouvoir, Sadate s'est employé à retirer l'Egypte de la bataille arabe. Son fameux slogan de « *solidarité arabe* » ne signifie pas plus que sa solidarité avec les Etats et les dirigeants réactionnaires de la région. Or, l'Egypte ne peut s'épanouir que par son ralliement aux forces révolutionnaires arabes et non dans sa dépendance vis-à-vis des pays du Golfe. Et aujourd'hui, après la visite de Sadate en Israël, l'Egypte s'est retranchée ouvertement à l'intérieur de ses frontières régionales et a déclaré la guerre aux Arabes. L'alibi est le suivant : elle a combattu et offert beaucoup de sacrifices, il est temps qu'elle s'occupe de l'intérêt de son peuple. Réapparaissent alors les théoriciens du régionalisme isolationniste, soutenus par l'appareil d'Etat. On parle de l'Egypte millénaire dont la civilisation n'a d'égalé que chez les Israéliens. Plus encore, on essaye d'exaspérer le citoyen pauvre en le montant contre les Arabes qui dépensent leurs immenses fortunes au jeu en Europe et en Amérique. Les amis d'hier, les rois du pétrole, deviennent tout à coup la cible des critiques. Tout ceci sert à justifier la reddition de la classe des millionnaires et des parasites au pouvoir en Egypte.

Ainsi se réalisent, l'un après l'autre, les buts du colonialisme et de l'impérialisme. Economiquement, par l'ouverture et ses conséquences ; politiquement, par l'acceptation des conditions posées par l'ennemi ; socialement, par la dérivation de la lutte de classes à l'intérieur ; nationalement, par la propagation des tendances régionalistes poussées parfois jusqu'au chauvinisme et la liquidation de la question palestinienne. De nouveau, réapparaissent sur la scène les anciens accords colonialistes de 1840 et de « Balta-Liman ». ■

REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

Superficie : 386 659,45 miles carrés

Population : 38,2 millions (dont 1,425 millions vivant à l'étranger et 147 000 bédouins). **Densité :** 14,63 par mile carré; 412,35 par mile carré cultivable. **Taux de natalité :** + 2,3% (1970-1974).

Capitale : Le Caire (8,8 millions d'habitants en 1976).

Religion : L'Islam est la religion d'Etat. 85-90% de la population est musulmane (Sunnite). 10-15% de chrétiens (essentiellement des Coptes orth.).

Alphabétisation : Analphabètes âgés de plus de 10 ans: 57%. Les femmes 71%.

Fête nationale : 23 Juillet.

Les partis politiques : Le parti socialiste arabe qui depuis 1976, est divisé en 3 fractions: **Le centre :** organisation socialiste arabe égyptienne (pro-gouv.). **La droite :** Organisation Socialiste Libérale (Pro-Gouv.). **La gauche :** Parti unionniste progressiste national (opposition, et le Néo-wafd). Plusieurs autres partis clandestins ou semi officiels: le PCE, les frères musulmans, etc.

Principaux produits : Coton, pétrole, phosphates et autres produits agricoles.

Economie : Dettes extérieures: 52 milliards de francs envers les E.U. et les pays du Golfe, 33 milliards de francs pour l'URSS (non payés).

PNB : 52 milliards de FF. Par habitant: 1 400F par an. (1976)

Unité monétaire : La livre égyptienne (taux de change en 1976: une livre Eg = 12,15 F).

président Sadate lui-même affirme que son initiative n'était recherchée que pour elle-même. Elle n'a été précédée d'aucun contact ni liée à aucun accord. Elle avait pour objectif de briser la barrière psychologique chez les Israéliens comme si les Arabes allaient récupérer leurs droits en se contentant d'ouvrir une clinique psychiatrique pour guérir le peuple israélien de son complexe de peur. En vérité, la barrière psychologique est plutôt présente chez les Arabes puisque ce sont eux qui ont souffert de l'invasion et de l'oppression.»



Ismail Fahmi

Est-il vrai que la visite à atteint deux buts: empêcher l'éclatement imminent d'une guerre, même accidentelle et rouvrir le chemin de Genève, bloqué par des différends sur la procédure?

«C'est absolument faux parce qu'il n'y avait aucun danger de guerre pour une raison très simple: Israël n'avait vraiment aucun intérêt à la déclencher dans la conjoncture actuelle. Quant aux Arabes, ils n'en avaient pas les moyens. Les manœuvres militaires évoquées par Sadate et qui auraient pu, selon lui, conduire à une confrontation «accidentelle» pouvaient facilement être évitées par le système de pré-alerte en fonctionnement depuis le deuxième accord du Sinai et non pas par une visite à la Knesset. Par contre, le chemin de Genève n'était pas bloqué. Bien au contraire, des préparatifs et des mesures bien précises avaient été soigneusement convenus lors de la visite de Sadate à Ryad. Le voyage du prince Saoud El-Fayssal, ministre saoudien des affaires étrangères à Damas tout de suite après, a été concluant puisqu'il a réussi à convaincre le président syrien de mettre une sourdine à bon nombre de ses réserves et à adresser une invitation à Sadate de venir à Damas pour

L'OPPOSITION INTERIEURE

● FAHMI: ISRAEL NE DONNERA RIEN

Principal artisan de l'ouverture vers les Etats-Unis et du renversement spectaculaire des alliances survenues après mai 1971, date du coup de force de Sadate contre les «barons» du nasserisme, Ismail Fahmi passe généralement pour l'homme des Américains en Egypte. Seul homme politique à avoir droit à accéder aux «*secrets des dieux*» et à connaître les initiatives du Raïs avant son discours historique devant le parlement égyptien, sa démission a surpris tout le monde et certains observateurs n'ont pas hésité à voir, derrière ce geste, l'ombre de Washington. Ainsi, du jour au lendemain, le compagnon de toujours devient un ennemi redoutable accusant son ex-maître de légèreté, d'incohérence et d'être un mauvais politicien. Il est intéressant d'entendre les griefs de Fahmi contre Sadate recueillis par Selim Al Lawzi, journaliste libanais connu pour ses liens avec l'Iran, l'Arabie saoudite et la C.I.A. Les quelques propos du ministre égyptien démissionnaire que la revue «Al Hawadess» vient de publier, sans autorisation paraît-il, bien que fragmentaires et impulsifs, révèlent amplement l'existence d'une opposition qui, au fil des jours s'amplifie et se concrétise au sein de l'establishment égyptien surpris et «*trahi*» par les «*improvisations*» dangereuses et théâtrales du chef de l'Etat.

Pour Fahmi, «*l'initiative de Sadate fut proposée par Begin lui-même qui a chargé Nahum Goldman, ex-président du Congrès juif mondial, de la*

transmettre à Sadate via Hassan II du Maroc. A la mi-septembre, le Raïs trouve le projet convaincant et me demande mon avis. J'ai réagi vite en déconseillant vivement pareille initiative...» Après avoir rappelé que les «*grandes décisions*» concernant l'avenir de l'Egypte n'ont jamais été incluses à l'avance dans les textes des discours politiques, comme ce fut le cas par exemple lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956, Ismail Fahmi révèle que ce fut le cas pour le discours du 9 novembre dernier devant le Parlement égyptien: «*A la fin de la séance, le Raïs me confie, alors qu'on était dans le salon: Eh bien Ismail (Fahmi), elle m'a échappé cette phrase, contacte les journaux et corrige-la!...*

Effectivement, j'ai pris les contacts nécessaires avec la presse. Mais simultanément, Mamdouh Salem et Sayed Meri (premier ministre et président de l'Assemblée) se réunissaient dans une salle voisine pour demander à la presse la confirmation de la «*phrase*» de Sadate. C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi les journaux du Caire ont différemment accordé de l'importance à ce passage.»

Mais pourquoi I. Fahmi s'oppose-t-il avec autant de véhémence à la politique de Sadate?

«C'est qu'il est impossible de renverser du jour au lendemain les données d'une stratégie qui date de trente ans par un simple geste spectaculaire et improvisé. D'ailleurs le

avant même que l'Etat hébreu ne se déclare prêt à accepter les conditions nécessaires à une paix juste. Ainsi nous lui avons offert une grande concession sans contrepartie.

● Cette initiative s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de la politique poursuivie durant ces dernières années et qui s'est révélée non payante. Le sabotage du potentiel militaire national résultant de la détérioration des relations soviéto-égyptiennes, l'affaiblissement de l'économie égyptienne dû à sa mise en condition par les capitaux étrangers au nom d'une certaine «ouverture» (Infitah) économique, l'acceptation de reconstruire les villes détruites tout au long du canal de Suez, à la demande d'Israël, l'ouverture de ce canal à la navigation israélienne et l'installation d'une station américaine de pré-alerte dans le Sinaï et la violation du régime de boycottage arabe contre Israël en coopérant avec des firmes américaines inscrites sur la liste noire, telle la compagnie Ford, ne rien entreprendre pour faire face à l'agression sioniste contre le Liban Sud et la résistance palestinienne, voilà des exemples illustrant brillamment cette politique «des concessions sans contrepartie».

● L'Egypte a consenti une nouvelle concession à Israël contraire à la politique égyptienne traditionnelle et aux résolutions des sommets arabes. L'omission de mentionner l'OLP dans le discours de M. le Président de la République devant la Knesset et l'organisation d'une réunion avec un certain nombre de notables palestiniens non représentatifs de la Cisjordanie (puisque 22 maires cisjordanais élus l'ont boy-

cotté sur un total de 24) illustrent bien cette politique. L'expulsion des représentants de l'OLP et du Fatah au Caire, ainsi que celle du président des écrivains palestiniens en Egypte en est un autre exemple.

● Un accord séparé signifierait un isolement de l'Egypte au sein du monde arabe qui nous serait préjudiciable économiquement et politiquement. La «barrière psychologique» séparant l'Egypte d'Israël que la visite du président de la République cherchait à détruire serait ainsi remplacée par une autre, mais cette fois-ci entre l'Egypte et ses frères arabes.

L'Egypte a participé depuis 1952 à trois guerres contre Israël. Aucune d'entre elles n'a été engagée pour le compte des Palestiniens ou des Arabes. La guerre de 56 était une agression israélo-britannico-française pour amener l'Egypte à revenir sur sa décision de nationaliser le canal de Suez. La guerre de 67 était une agression israélienne pour mettre fin à la politique de développement et de progrès, dans le domaine économique et social, suivie par l'Egypte et porter un coup mortel à son rôle progressiste dans le monde arabe et en Afrique. En octobre 73 ce fut pour libérer une partie des territoires égyptiens occupés.

(...) La paix séparée signifie en fait la réalisation d'une partie essentielle du projet sioniste dont l'Egypte payerait les frais avant tout autre pays arabe.

Une telle paix ne pourrait résoudre nos problèmes économiques. Les charges et dépenses militaires consenties par l'Egypte sont, pour la plupart, financées par les pays arabes. ■

● LE FRONT PARLEMENTAIRE INDEPENDANT : SADATE A PIETINE LA CONSTITUTION

Ce «front» est exclusivement composé de parlementaires indépendants qui ont refusé d'adhérer aux trois partis officiels. Son «originalité» réside dans le fait qu'il regroupe des tendances des plus hétérogènes, des «marxistes» aux «frères musulmans». Fort de 26 députés, plutôt de droite, le Front Parlementaire Indépendant reproche à Sadate :

● de ne pas respecter la constitution égyptienne qui impose une participation du parlement et du conseil des ministres à l'élaboration de la politique étrangère. La démission de deux ministres, en est, selon ce front, un exemple éloquent.

● la visite n'a pas été précédée par

un accord concernant une contrepartie acceptable. Donc il y a un danger d'accord de paix séparé.

● une domination économique israélienne est évidente en cas de «normalisation» des relations avec Israël. Surtout que l'Egypte n'est pas prête actuellement à faire face à une telle éventualité.

Bien que modérées et très diplomatiques, les critiques exprimées par ce bloc sont assez claires pour condamner l'initiative «anti-constitutionnelle, anti-démocratique et anti-nationale» de Sadate. L'importance de cette position est justement qu'elle engage une certaine droite «nationaliste» et prouve que Sadate est très loin de faire l'unanimité. ■

● LE PC EGYPTIEN : L'HISTOIRE NE PARDONNE PAS

La violence des critiques et des accusations des communistes égyptiens contre l'initiative du Rais s'explique en quelque sorte par la clandestinité de leur organisation qui leur assure une relative impunité. N'ayant rien à perdre et désespérant définitivement d'un possible retournement de la politique de Sadate, le P.C. égyptien mène une lutte sans merci contre le successeur de Nasser. La révolte des «affamés» le 18-19 janvier 1977 fut en partie son œuvre. Bien implantés parmi les étudiants, les intellectuels et les ouvriers, ils coopèrent actuellement avec les nassériens militants et quelques opposants libéraux et démocrates ainsi qu'avec des personnalités musulmanes «éclairées». Surveillés étroitement par la police, arrêtés toujours arbitrairement et sans jugement, interdits de s'exprimer ouvertement et légalement, les communistes égyptiens inquisiteurs sérieusement le pouvoir vu leur alliance avec les nassériens et leur implantation dans certaines universités du Caire, foyers traditionnels de protestations. La déclaration du P.C.E. sur la visite de Sadate à Jérusalem intitulée «*La trahison et la capitulation ne passeront pas!*» note avec indignation et violence les critiques et les accusations suivantes :

● La visite n'est ni une saute d'humeur ni une aventure inconsidérée pour faire avancer le processus de la paix au Proche Orient mais un pas de plus vers la consolidation de la «pax americana» dans le monde arabe. Elle constitue une reddition inconditionnelle devant les exigences israéliennes.

● C'est une reconnaissance de l'Etat d'Israël et de son droit à vivre dans la région en toute sécurité en tant que «fait colonial et agressif».

● C'est un coup de poignard contre la nation arabe et son unité indispensable pour vaincre l'ennemi sioniste pacifiquement ou militairement.

● Elle a consacré Jérusalem occupée comme capitale de l'Etat hébreu, ce que les Etats-Unis eux-mêmes n'ont pas osé admettre.

● Sorti Israël de son isolement diplomatique et international.

● Sadate a commis une violation flagrante de la Constitution en se réunissant avec les chefs d'un pays en état de guerre avec l'Egypte.

chambre inattendue aux interventions du Chah dans la région, situation à laquelle Ryad est ultrasensible.

C'est que les Saoudiens tiennent à «la solidarité arabe» que leurs deux communiqués de décembre et de janvier ont rappelée. Cette solidarité veut dire pour eux que le monde arabe ne devrait pas être divisé en deux camps, ce qui les rend vulnérables, en les obligeant à prendre parti ou à s'isoler. La solidarité qui n'est pas l'unité (et peut être quelquefois son contraire) crée au contraire un climat arabe relaxé, où la diplomatie saoudienne, rials à l'appui, se meut avec aisance. Ceci, autant que le désir de ne pas lâcher des Palestiniens avec lesquels elle a, à présent, d'excellentes relations, pousse Ryad à faire pression sur Sadate pour refuser un accord partiel, accord qui demeure pourtant l'issue normale de l'entrepris sadatienne.

2) Ces réserves ne devraient cependant pas dépasser le stade des «moues gênées» et des «regrets profonds» pour constituer une kabbale anti-sadatienne. Les Saoudiens savent parfaitement qu'ils ne peuvent avoir mieux que Sadate à la tête de l'Égypte. Farouk était leur rival et Abdel Nasser leur était hostile et aujourd'hui Sadate est l'homme qui tient tête aux courants progressistes et au nationalisme arabe, qui «ouvre» le pays à l'investissement saoudien, qui envoie ses troupes sauver le régime de Nemeiry, etc. Quelle que soit l'opinion de Ryad sur l'initiative lancée en novembre, elle ne pourrait conduire, les choses étant ce qu'elles sont, à une hostilité envers Sadate.

3) Et puis le silence peut être plus qu'un reflet, plus qu'une arme, un objectif en soi. La diplomatie saoudienne a été très active depuis quelques années. Elle s'est imbriquée dans plusieurs conflits de la région. Mais cette activité tous azimuts a perdu à présent de sa vitalité. Avec les encouragements de Washington, les dirigeants saoudiens font maintenant un pas en avant, deux pas en arrière. Pour certains d'entre eux, rapidement fatigués, la perspective de transformer le royaume en un «*ilot de prospérité*» coupé de son environnement, n'est pas à écarter d'autant plus que contrairement aux vœux un peu trop affirmatifs du technocrate Saoud al Fayçal, ministre des affaires étrangères, (*Le Monde* du 7-1-77) le problème palestinien n'a pas été résolu en quelques mois de cartérisme. Les troupes saoudiennes sont toujours arrivées trop tard au combat: la règle d'or demeure ne pas se mouiller quand on n'y est pas forcé. Plus que jamais poussés par l'exemple saoudien, les pays arabes du Golfe tournent le dos à la Palestine. ■



L'unité dans le refus à Tripoli

LES PALESTINIENS : L'HEURE DE VERITE

Khalil Atyeh

Les Palestiniens, plus précisément la direction de l'OLP, ont été les plus surpris et les plus indignés par l'initiative de Sadate, mais, en même temps, les plus habiles dans leur condamnation. Certes, ce n'est pas la volonté de poursuivre la lutte qui leur fait défaut ni même leur situation critique au Liban, après deux longues années de guerre civile qui les fait hésiter, mais, surtout, le souci de survivre et le sentiment d'être trahis par tout le monde.

Jusqu'ici ils ont évité à tout prix de se trouver face à face avec un seul allié arabe. Leur stratégie à long terme est de gagner le plus grand nombre de soutiens dans le monde arabe et ailleurs et de ne jamais prendre le risque d'une rupture totale et définitive avec un pays arabe déterminé. Car ils comprennent mieux que quiconque les improvisations et les retournements spectaculaires qui ne cessent de secouer périodiquement la scène politique arabe. C'est ainsi qu'au sommet de leur confrontation avec la Syrie les Palestiniens ont laissé une large place à un éventuel compromis. Cela expliquerait peut-être pourquoi il y a tant de tendances au sein même de l'OLP, autant de «pro-saoudiens» que de «pro-irakiens» ou de «pro-syriens», qui sont là en réalité pour garantir la liberté de la «décision» palestinienne, économiquement, militairement et politiquement.

Traditionnellement le but constamment recherché par l'OLP est une certaine garantie de «survie» palestinienne. Après la visite de Sadate en Israël, des changements géopolitiques de taille ont amené la centrale des Feydayin à faire un choix plus clair. En effet, un courant assez important au sein de l'OLP misait excessivement sur l'opportunité des démarches politiques arabes décidées à Rabat en 1973 en vue de récupérer les droits du peuple palestinien. Beaucoup de dirigeants de l'OLP croyaient sincèrement qu'un mini-état aurait pu leur être accordé à l'issue d'une paix globale discutée et signée à Genève

ou ailleurs. Sadate vient de pousser ce raisonnement à son ultime aboutissement pour «découvrir» que les Israéliens ne pouvaient lui «offrir» qu'une paix israélienne, voire sioniste, c'est-à-dire une paix excluant toute présence palestinienne. La lenteur de la réaction de Yasser Arafat s'explique essentiellement par son souci de donner une dernière chance aux tenants de la «voie pacifiste». L'intransigeance israélienne et la campagne de haine ainsi que l'omission de Sadate de mentionner l'OLP comme représentant du peuple palestinien accompagnée d'une invitation de quelques notables Cisjordanien à venir au Caire discuter de la paix, tout cela a profondément choqué les dirigeants de l'OLP et les a conduit à remettre en question toute leur stratégie antérieure. La réunification de toutes les organisations de résistance sur la base d'une plateforme claire condamnant sans retour «l'ensemble des conférences internationales fondées sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU, y compris la conférence de Genève», est le premier pas vers la concrétisation de cette nouvelle orientation. L'objectif prioritaire de la lutte palestinienne dans la conjoncture actuelle est :

1 - L'établissement d'un Etat palestinien sur le territoire palestinien qui sera libéré sans accord de paix ou reconnaissance et sans négociation.

2 - La mise en place du «Front oriental», seul susceptible de rétablir l'équilibre stratégique rompu par Sadate. Les Palestiniens s'emploient actuellement à rapprocher les deux fractions du Baas en Irak et en Syrie. Récemment encore le président de l'OLP vient d'adresser une lettre aux membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, les mettant en garde contre les prétentions de Sadate de négocier en leur nom. La substance de la lettre peut se résumer ainsi : ou bien il y aura une paix palestinienne ou bien il n'y aura pas de paix du tout. Si l'on s'en tient aux propos tenus par les dirigeants palestiniens depuis la visite de Sadate à Jérusalem et jusqu'à maintenant, le seul choix possible actuellement est la guerre de résistance de longue haleine, à l'intérieur des territoires occupés en attendant que Sadate cède la place à quelqu'un d'autre qui résoudrait la solidarité arabe sur de nouvelles bases. ■

la canne à sucre. Il faut donc trouver le moyen de se procurer de la main-d'œuvre dans ces secteurs agricoles décisifs pour le redémarrage du pays. Le parc automobile angolais a d'autre part souffert dans des proportions extraordinaires du sabotage de l'adversaire en 1975. En même temps, il n'est pas possible d'établir un plan de développement; les matériaux de base pour son élaboration n'existent pas: ni recensement, ni statistique. C'est pourquoi ont été retenus des «orientations fondamentales pour le développement économique et social de la République Populaire d'Angola pour la période 1978-1980». Ces orientations doivent, si les objectifs fixes sont atteints, servir de base à une planification future. Au plan financier, le Kwanza doit, au cours des deux années à venir, trouver sa stabilité monétaire.

Satisfaire les besoins essentiels

Il s'agit là de quelques aspects de la reconstruction nationale. Mais tant dans les «orientations» que dans le rapport du Président on insiste sur la nécessité d'atteindre ces objectifs tout en améliorant les conditions de vie des Angolais. Certes, sur plus d'un point les objectifs se superposent: la reconstruction nationale passe évidemment par l'amélioration des services de distribution, par un approvisionnement régulier et permanent des villes et des campagnes, secteur gravement saboté par les nitistes jusqu'à l'échec de leur putsch. Mais il s'agit de faire plus, notamment en satisfaisant les besoins en matière d'éducation et de santé et ce, au moindre coût pour la population. Il est clair que nous touchons ici à des objectifs qui relèvent pour une part du «long terme». Mais dès 1980, des résultats doivent se faire sentir. Ceux déjà obtenus sont de ce point de vue encourageants pour les dirigeants angolais: doublement des effectifs dans l'enseignement primaire, malgré le départ des Portugais qui représentaient le tiers de ceux-ci en 1974. 40 % en plus dans le secondaire où les portugais étaient encore plus nombreux.

L'internationalisme

Le Congrès a aussi été un forum international: plus de trente délégations étrangères y participaient. Avec les délégations soviétique et cubaine, étaient présentes celles de pays socialistes, de partis communistes occidentaux, dont ceux du Portugal et de la France au niveau des membres de leur secrétariat, de partis socialistes européens, les scandinaves en particulier, des représentants des mouvements de libération d'Afrique australe, des pays progressistes. Cette présence internationale témoignait à la fois de la signification de la victoire du MPLA contre l'impérialisme et de l'audience acquise par l'organisation conduite par le Dr. A. Neto dans le mouvement progressiste international.

Le Congrès, après avoir rendu hommage au président Neto et élu le Comité central, s'est séparé, fixant son prochain rendez-vous en 1980 où des assises extraordinaires feront le bilan de l'exécution des décisions prises et fixeront de nouveaux objectifs.

Passer à la réalisation

Une page était tournée. Après une semaine de réflexion le Comité central élisait le

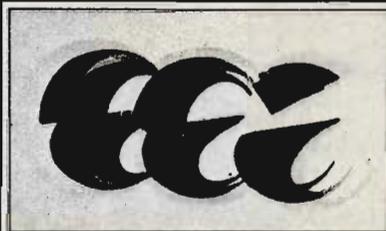
nouveau Bureau politique et les différents secteurs de travail étaient mis en place. Il restait, dès lors, à jouer un rôle. La réorganisation gouvernementale a affecté, dans la logique des orientations prises dans le domaine de l'économie, les secteurs ministériels concernés par la production: agriculture, pêche, commerce intérieur et extérieur, communications, industrie et énergie. Si les changements de titulaires, le président l'a précisé, n'ont pas de signification politique, ils reflètent cependant les difficultés administratives auxquelles est confronté le MPLA: l'administration coloniale était étroitement spécialisée dans la collecte des impôts et les fonctionnaires dans leur ensemble avaient, dans leur pratique comme dans leur mentalité, des attaches avec l'ancien régime, non comme système colonial mais comme système d'exploitation. Il faut donc dynamiser l'appareil d'Etat pour en faire l'instrument dont le peuple a besoin pour mettre en œuvre la politique de reconstruction nationale élaborée par le MPLA.

C'est dans le même esprit que l'année 1978 a été proclamée «année de l'agriculture». Les thèses adoptées par le Congrès insistent sur le fait que, dans un pays comme l'Angola, la force principale de la révolution reste la paysannerie (85% de la population). Ce faisant la direction du Parti a fixé comme orientation de travail, la priorité à l'agriculture. Dans son message de fin d'année le président Neto a insisté sur l'augmentation de la production agro-pastorale, de manière à ce que l'Angola arrête d'importer ce qu'elle peut produire. Une partie des cadres des services publics en surnombre par rapport aux besoins seront réorientés vers le secteur productif.

La discussion qui a animé le pays et le parti pendant la préparation et la tenue du Congrès est appelée à se poursuivre avec intensité. Il s'agit de gagner en conclusions et aux décisions du Congrès les couches petites bourgeoisies de la population encore réticentes. Il s'agit aussi de surmonter la coupure relative, issue du développement de la lutte de classes pendant ces deux dernières années, entre le MPLA et la paysannerie. On voit que «l'année de l'agriculture» ne saurait être réduite à son aspect «productivité» mais considérée plutôt comme une bataille politique intense destinée à faire progresser la révolution angolaise dans la voie qu'elle s'est tracée.

Horizon 1985

Le 11ème Congrès ordinaire du parti aura lieu en 1985. Si le MPLA a incontestablement renforcé son unité politique et idéologique en cette fin d'année 1977, il serait illusoire de penser que les choses iront d'elles-mêmes pour les amis d'Agostinho Neto. La lutte entre ceux qui s'accrochent aux privilèges du passé et ceux qui veulent aller de l'avant n'est pas terminée. Dans son message de fin d'année, le président a souligné «qu'une attention spéciale devra être portée aux tendances déviationnistes existantes et susceptibles d'apparaître». Mais le MPLA et ses militants en ont vu d'autres: rappelons qu'en 1963-1965, ceux qui croyaient à la victoire du MPLA se comptaient à l'étranger sur les doigts de la main et que dans les jours qui précédèrent le 11 novembre 1975, on préparait le champagne à Washington pour fêter la victoire des agresseurs zaïro-sud africains. Les résultats sont là et témoignent pour demain. ■



Electroexportimport

exporte :

- Moteurs électriques, Micromoteurs et générateurs
- Groupes électrogènes et convertisseurs pour soudure
- Transformateurs de puissance et de distribution
- Appareillage électrique de haute tension jusqu'à 400 kV
- Câbles et conducteurs électriques
- Locomotives électriques et Diesel électriques magistrales
- Piles et batteries électriques
- Appareils électriques ménagers (réfrigérateurs, machines à laver, radiateurs, aspirateurs, fers à repasser, etc.)
- Appareils d'éclairage pour l'intérieur et l'extérieur
- Divers matériels électro-isolants
- Ascenseurs.

Pour toutes informations techniques et commerciales, nos spécialistes sont toujours à votre disposition.



electroexportimport

Entreprise de
Commerce Extérieur
Calea Victoriei, 133
Bucarest-ROUMANIE
Télex : 11388.